

François Fillon, la Syrie et la Russie.

Dans une interview publiée lundi dernier dans le Figaro, l'ancien premier ministre évoque la politique étrangère et plus particulièrement la Syrie. S'il faut certes faire la part du positionnement politique de la démarche, en revanche François Fillon aborde la question sous l'angle de la relation avec la Russie et c'est là que sa contribution devient vraiment intéressante.

Une première remarque s'impose : alors que l'ancien président de la République en est resté à l'idée d'une aide directe à l'opposition, donc d'une intervention, on constate que son premier ministre prend le contre-pied de cette position. F. Fillon prend acte du blocage imposé par la Russie, non pour proposer de s'affranchir d'une éventuelle décision du Conseil de Sécurité mais pour rechercher le moyen d'amener Moscou, par la discussion, à prendre part à la solution de la crise syrienne.

On passe ainsi d'une approche focalisée exclusivement sur la question de savoir comment permettre à l'opposition de prendre la place de Bashar el Assad, ce qui avait le défaut majeur de mettre entre parenthèses les contraintes du contexte régional, à une approche fondée sur les enjeux régionaux. Il s'agit d'un véritable saut conceptuel, pas forcément confortable mais qui a le très grand mérite de partir de réalités concrètes, et d'offrir des perspectives.

Le règlement de la crise syrienne est en effet devenu une question qui dépasse la seule Syrie et il est vraisemblable que selon la formule employée récemment par le représentant de la Ligue Arabe à Paris dans un article publié par l'Orient le Jour, il s'agit désormais d'un conflit « sur l'émergence d'un nouvel ordre régional au Moyen-Orient ».

C'est probablement dans ce sens qu'il faut lire le propos de M. Fillon. Son intervention évoque deux préoccupations qu'aurait exprimées Moscou : d'une part, la crainte d'une exportation des tensions vers le flanc sud de la Russie et, d'autre part, le besoin d'une relation apaisée avec les européens. Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur le président russe, il s'agit de questions dont l'importance ne saurait être sous-estimée. Le Caucase reste une région très fragile et la possibilité d'un déplacement des combattants d'Al Qaïda qui se trouvent actuellement en Syrie est une inquiétude légitime ; quant à la difficile relation avec les Occidentaux sur le plan stratégique, l'auteur de ces lignes qui a participé aux négociations des 2+4, reste convaincu que la relation avec Moscou mérite plus d'attention et que nos pays portent une part certaine de responsabilité dans la situation actuelle.

Reconnaître le rôle que devrait avoir Moscou revient à avoir une vision plus classiquement « gaullienne » qui cadre probablement mieux avec les réalités. Mais cela suppose aussi que d'autres paramètres soient pris en considération avec une vision renouvelée; il semble à cet égard difficile d'ignorer Téhéran. La mission de M. Koffi Annan vient d'échouer sur cette question, mais on aurait tort de considérer le point comme définitivement réglé.

Les Ministres des Affaires étrangères de la Ligue Arabe ont renoncé à se réunir pour évoquer la Syrie et le débat s'est déplacé à Téhéran, où le sommet de l'OCI doit se réunir dans les jours à venir. Téhéran accueillera également à la fin mois la réunion des Non Alignés, et Russes et Chinois ont été invités. Un premier geste politique a été fait qui consiste à ne pas inviter le gouvernement syrien. Face aux pays arabes et en particulier ceux du Golfe, la partie sera difficile pour Téhéran, mais un résultat qui consisterait à permettre à l'Iran d'affaiblir l'isolement dans lequel les Occidentaux et la France au premier rang ont voulu le placer n'est peut-être pas hors de portée pour le gouvernement des mollahs.

Les vraies questions sont désormais en train de venir sur la table et l'article de M. Fillon a le mérite d'ouvrir un débat nécessaire; on ne peut que s'en féliciter, tout en regrettant que ce débat n'ait pas été ouvert plus tôt. Le refus de voir les réalités n'a abouti qu'à l'aggravation de la crise et ce pour le plus grand drame de la population syrienne.